

LES DIFFICULTES DES PME AU MAROC : UNE ALERTE A LA DEFAILLANCE

Par

Fadoua ANAIRI

**Chercheur en Sciences Economiques et Gestion à la FSJES de Rabat -
Souissi, Université Mohammed V.**

&

Said RADI

Professeur à la FSJES de Rabat- Souissi, Université Mohammed V.

Résumé :

Le but de cet article est d'aborder le sujet des difficultés et des problèmes rencontrés par les petites et moyennes entreprises (PME). En fait, les PME constituent un levier de croissance important dans de nombreux pays, en particulier dans les pays en développement. Au Maroc, par exemple, les PME représentent plus de 95% de toutes les entreprises existantes. Mais malgré leur importance, la plupart d'entre elles sont confrontées à la menace de la défaillance.

Ainsi, pour détailler ce sujet, en premier temps, on va présenter la définition de la PME adoptée au Maroc, ensuite montrer son importance au niveau national, puis se concentrer sur les origines des contraintes auxquelles sont confrontées nos PME afin d'expliquer le nombre important des entreprises qui se déclarent défaillantes chaque année au Maroc.

Mots clés : PME, les difficultés des PME Marocaines, la défaillance des entreprises.

Abstract:

The purpose of this article is to address the issue of the difficulties and problems faced by small and medium enterprises (SMEs). In fact, SMEs are an important driver of growth in many countries, especially in developing countries. In Morocco, for example, SMEs account for over 95% of all existing businesses. Despite their importance, most of them are facing the threat of failure.

So to detail this subject, we will first present the definition of SMEs adopted in Morocco, then show its importance at the national level, then focus on the origins of the constraints facing our SMEs to explain the large number companies that declare failing every year in Morocco.

Keys words: SMEs, the difficulties of Moroccan SME, business failure.

Introduction

Les PME sont un vecteur de dynamisme économique incontestable, elles jouent un rôle important dans la plupart des économies du monde, elles contribuent également de manière significative à la réalisation d'un grand nombre des politiques économiques et sociales que même les grandes entreprises n'y arrivent pas, surtout dans les pays en développement. Au Maroc les PME représentent¹ plus de 95% des entreprises, occupent 50% des salariés, réalisent 31% des exportations et 51% des investissements nationaux et 40% de la production. Cependant, sa participation au Produit Intérieur Brute (PIB 20%) reste très limitée ce qui reflète clairement le nombre de difficultés dont souffre la PME et qui peuvent avoir des conséquences négatives sur sa capacité de survivre voir même sa défaillance.

Le choix du contexte marocain est justifié par le nombre très élevé de défaillances² des entreprises que connaît le pays. En effet, ces dernières années une croissance alarmante du nombre des défaillances au niveau des entreprises marocaines a été enregistrée. Au-delà de la conjoncture difficile que traversent les partenaires économiques du pays, des contraintes externes et des contraintes internes, peuvent constituer des facteurs explicatifs de la défaillance des PME au Maroc.

Le présent travail se propose d'aborder le sujet des difficultés et des problèmes rencontrés par les petites et moyennes entreprises au Maroc, nous présentons la définition de la PME adoptée au Maroc, ensuite son importance au niveau national, pour ensuite se concentrer sur les difficultés dont souffrent les PME à l'aide de certaines études et statistiques faites dans ce domaine notamment par la Filiale du groupe Finaccess, fournisseur d'informations légales sur les entreprises (INFORISK), ainsi que d'autres études qui ont déjà traité cette problématique. L'objectif final de cet article est d'identifier les facteurs explicatifs de défaillances des PME au MAROC.

1. La PME au Maroc

La définition de la PME est l'un des problèmes les plus épineux, reconnu par les auteurs et les praticiens³ qui depuis des dizaines d'années se posent la question : qu'est-ce qu'une PME ? « D'un camp à l'autre, les réponses diffèrent naturellement, puisqu'ils ne cherchent pas la définition de la PME pour les mêmes motifs » (Fongang, 2014).

Au Maroc, la définition de la PME a connu une évolution en commençant par la procédure simplifiée accélérée (PSA) de 1972, jusqu'à la nouvelle définition de L'Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise (l'ANPME, renommée MAROC PME), en passant par les définitions de la ligne pilote (1978-1979), le Programme d'assistance intégrée (PAI), le code des investissements de 1983, Bank Al -Maghrib de 1987 et la charte des PME de 2002.

¹ Selon le ministère des Finances et de la Privatisation (direction de la politique économique générale), 2011.

² Le cabinet Euler-Hermès tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme, alertant sur la hausse du nombre d'entreprises défaillantes au Maroc.

³ (Fongang, 2014) distingue les administrateurs, législateurs, gouvernements, ONG, organisations patronales de PME, structures de financement, de garantie, de formation, de conseil, de promotion.

1.1.1. La définition officielle de la PME au Maroc

Selon l'article premier de la charte de la PME/PMI de 2002 publié au bulletin officiel n°5036 du 15/09/2002, la définition officielle de la PME au Maroc repose sur trois critères :

- la gérance ou l'administration de l'entreprise qui doit être assurée directement par des personnes physiques (propriétaires, copropriétaires, ou actionnaires)
- la propriété du capital ou au droit de vote qui ne peut être détenu à plus de 25% par une entreprise ou un ensemble d'entreprises qui ne correspondent pas à la définition de PME. Ce seuil peut être dépassé si l'entreprise est détenue ⁴ par :
 - ⇒ des fonds collectifs d'investissement ;
 - ⇒ des sociétés d'investissement en capital ;
 - ⇒ des organismes de capital-risque ;
 - ⇒ des organismes financiers dûment habilités à faire appel à l'épargne publique en vue d'effectuer des placements financiers.
- La taille avec une distinction entre :
 - ⇒ les entreprises existantes ⁵ qui ont plus de deux années d'ancienneté (qui doivent obligatoirement avoir un effectif inférieur à 200 employés permanents, avoir un chiffre d'affaires annuel hors taxe qui ne dépasse pas 75 millions dhs, et/ou un total bilan limité à 50 millions dhs.).
 - ⇒ Les entreprises nouvellement créées (qui doivent avoir un programme d'investissement initial inférieur ou égal à 25 millions dhs et respecter un ratio d'investissement par emploi inférieur à 250 000 dhs).

Selon cette définition, le seuil est relativement bas et ne prend pas en considération les PME qui ont des activités intensives en capital, ce qui ne permet pas d'estimer d'une manière efficace le nombre des entreprises qui peuvent être qualifiées de PME. Cependant, une nouvelle définition a été élaborée par l'ANPME qui distingue trois types d'entreprises :

- ⇒ La très petite entreprise : définie par un chiffre d'affaires moins de 3 millions de dhs ;
- ⇒ La petite entreprise : définie par un chiffre d'affaires compris entre 3 et 10 millions de dhs ;
- ⇒ La moyenne entreprise : définie par un chiffre d'affaires compris entre 10 et 175 millions de dhs.

Malgré l'identification des critères pour définir la PME, aucune définition jusqu'à maintenant ne permet de déterminer ce qui une PME au Maroc, comme indiqué par Torres « la PME ne revêt pas la même signification selon les régions. » (Torrès, 1999).

⁴ Sous condition de non-contrôle de l'entreprise à titre individuel ou conjointement.

⁵ Lorsque la PME détient directement ou indirectement plus de 25% du capital ou des droits de vote dans une ou plusieurs entreprises, il est fait addition des effectifs permanents et des C.A. HT ou des totaux des bilans annuels de ladite P.M.E. et des autres entreprises précitées.

1.2.L'importance de la PME dans l'économie nationale et le nombre de défaillances

1.2.1. Rôle de la PME au Maroc

Aujourd'hui, personne ne peut nier l'importance des PME dans les économies développées ou en voie de développement, pour R. WITTERWULGHE « La petite dimension semble particulièrement apte à contribuer à la création d'emplois et à diffuser les progrès technologiques. Elle renouvelle aussi le tissu industriel »⁶.

En adoptant la nouvelle définition de l'ANPME, et selon les données Inforisk (TILFANI, 2011), et l'étude réalisée par le Ministère de l'Économie et des Finances ⁷, l'importance des PME au niveau nationale est présentée selon les tableaux au-dessous .

Tableau 1 : Répartition des PME selon leur poids dans le tissu productif national

Secteurs d'activité	PME	Grandes Entreprises (GE)
Agriculture, chasse, sylviculture	98,86%	1,14%
Pêche, aquaculture	98,86%	1,14%
Industries extractives	97,83%	2,17%
Industries manufacturières	98,18%	1,82%
Production et distribution	96,33%	3,67%
Bâtiments et travaux publics	99,61%	0,39%
Commerce	99,16%	0,84%
Hôtels et restaurants	99,69%	0,31%
Transports et communications	99,33%	0,67%
Immobiliers, location et ...	99,63%	0,37%
Total	99,30%	0,70%

⁶ R. WITTERWULGHE, *op. cit.*, 1998, p99. Cité par (ABDELMALEK, 2012)

⁷ Critère adopté dans cette étude: chiffre d'affaires 100 millions versus 175 millions dans le cadre de la définition de la PME aujourd'hui

Selon ce tableau, la part des PME représente plus de 96% dans tous les secteurs d'activité, selon une étude du Ministère de l'Économie et des Finances « le poids de la PME représente 98% de l'ensemble du tissu productif national. La part des PME est de plus de 90% dans toutes les branches d'activité sauf celle de la production et distribution d'électricité, gaz et eau, où cette participation est uniquement de 50%. »

Tableau 2 : Répartition des PME selon leur participation dans la création de la valeur ajoutée globale

Secteurs d'activité	PME	Grandes Entreprises (GE)
Agriculture, chasse, sylviculture	78,19%	21,81%
Pêche, aquaculture	51,85%	48,15%
Industries extractives	34,35%	65,65%
Industries manufacturières	41,68%	58,32%
Production et distribution	8,85%	91,15%
Bâtiments et travaux publics	63,22%	36,78%
Commerce	54,35%	45,65%
Hôtels et restaurants	70,28%	29,72%
Transports et communications	22,23%	77,77%
Immobiliers, location et ...	65,14%	34,86%
Total	42,00%	58,00%

Selon Inforisk, « la participation des PME dans la création de la valeur ajoutée globale est de 40% », c'est une participation qui est très variable, selon le tableau elle est de 78% pour le secteur de l'agriculture, alors que pour la production et la distribution de l'électricité, le gaz et l'eau il ne représente que 8%. Cependant, il faut signaler que selon l'étude faite en 2000 par le Ministère de l'Économie et des Finances, la contribution des PME dans la valeur ajoutée nationale est estimée à 21%. Toutefois, Inforisk signale que les résultats de cette étude ont été basés sur l'enquête de la direction de la statistique de 1995, et donc on peut estimer que le tissu des PME a augmenté durant cette période.

Tableau 3 : Les exportations des PME

Secteurs d'activité	PME

Industries textiles et cuir	46 %
Industries chimiques et para chimiques	10 %
Industries mécaniques et métallurgiques	4%
Industries électriques et électroniques	1%
Industries agroalimentaires	39 %

En ce qui concerne les exportations, se sont les industries textiles et cuir qui occupent la première place avec un taux de (46%), suivies, par les industries agroalimentaires (39%), et les industries chimiques et para-chimiques (10%), les industries mécaniques et métallurgiques (4%), et les industries électriques et électroniques (1%).

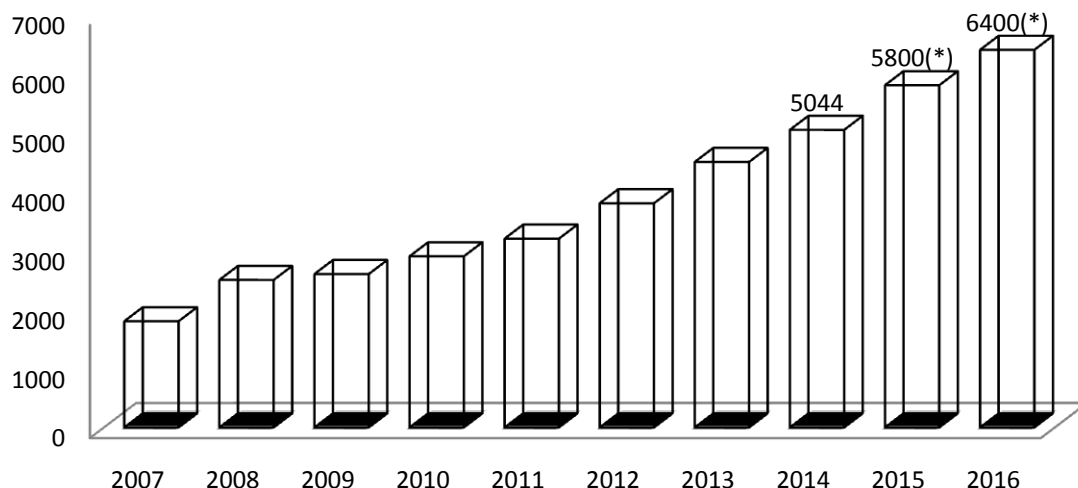
En se basant sur ces statistiques, on peut conclure que les PME au Maroc représentent l'armature de toute l'économie nationale, par leur prédominance dans tous les secteurs d'activité, leur contribution importante dans les exportations et les investissements nationaux, ainsi que dans l'absorption du chômage (50% des salariés). Cependant, leur participation au PIB reste limitée, cela peut s'expliquer par le nombre important de défaillances déclarées chaque année au niveau des entreprises Marocaines.

1.2.2. Défaillances des PME au Maroc

Les défaillances d'entreprises continuent leur progression au Maroc et ailleurs. Au niveau mondial la défaillance peut atteindre 2% en 2016 selon les dernières statistiques du cabinet Euler Hermes.

La situation est alarmante. Le responsable des études sectorielles et défaillances chez Euler Hermes Maxime Lemerle, déclare que malgré que le marché marocain est un «marché de création d'entreprises très dynamique, le taux de mortalité des entreprises reste élevé».

Graphique 1. L'évolution de la défaillance des PME marocaines depuis 2007



(*)
Prévisions

Selon les prévisions du même cabinet, la défaillance des entreprises marocaines continue d'augmenter, 5800 entreprises ont fait défaut en 2015 avec une augmentation de 15% par rapport à 2014. Et, le nombre devrait augmenter avec un taux de 10% en 2016, pour atteindre 6400 entreprises défaillantes, le cabinet avance aussi que «**Le nombre devrait s'élever à 7.000 en 2017**».

Les prévisions de poursuite d'augmentation du taux de défaillance sont expliquées selon le rapport de cet assureur par la conjoncture difficile que traversent les partenaires économiques du pays, l'allongement des délais de paiement, le resserrement des crédits bancaires, le recul de l'investissement public, la flambée des prix des matières premières. En ajoutant à ces problèmes comme déclarent les professionnels, l'inexistence d'un financement bancaire répondant aux besoins spécifiques des PME, le manque lié à la compétence et à l'utilisation de la nouvelle technologie, les problèmes d'accès au foncier professionnel et l'accès difficile au marché Public pour les PME.

2. Les déterminants des difficultés de la PME au Maroc

Dans la littérature existe une multitude des facteurs expliquant la défaillance des PME, selon l'approche managériale et stratégique la défaillance de l'entreprise est due à la fois à des contraintes internes et externes (Keasey & Watso, 1987 ; M'Rabet & Tazi, 1991) cité par (Kherrazi & Ahsina, 2016).

2.1. Les sources des difficultés d'ordre interne

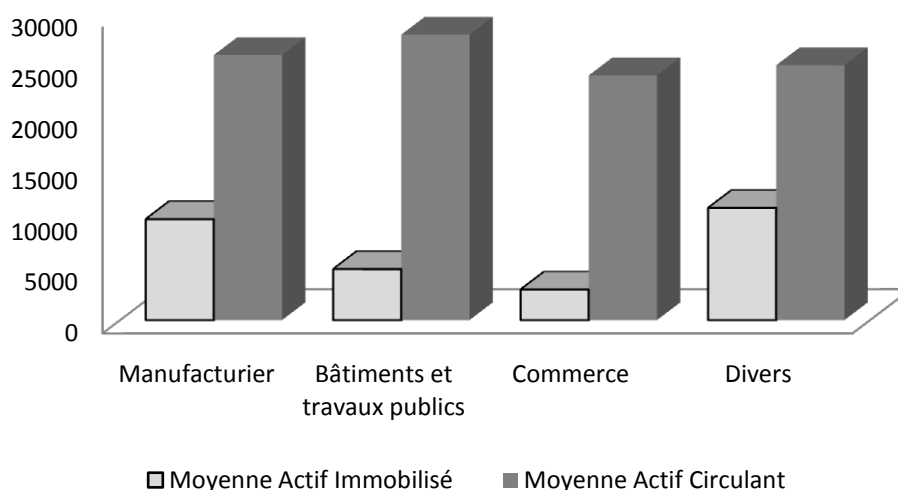
Les obstacles intrinsèques à la croissance des PME sont divers et se situent presque au niveau de toutes ses fonctions (Rapport du conseil déontologique des valeurs mobilières, 2011). Les contraintes propres liées à une faiblesse de leurs structures et une sous-capitalisation, le manque d'une gestion rationnelle de l'entreprise, l'insuffisance d'accès aux nouvelles

technologies et l'innovation sont autant de contraintes qui limitent l'efficacité et la fiabilité des PME au Maroc.

2.1.1. Les difficultés liées au profil des PME

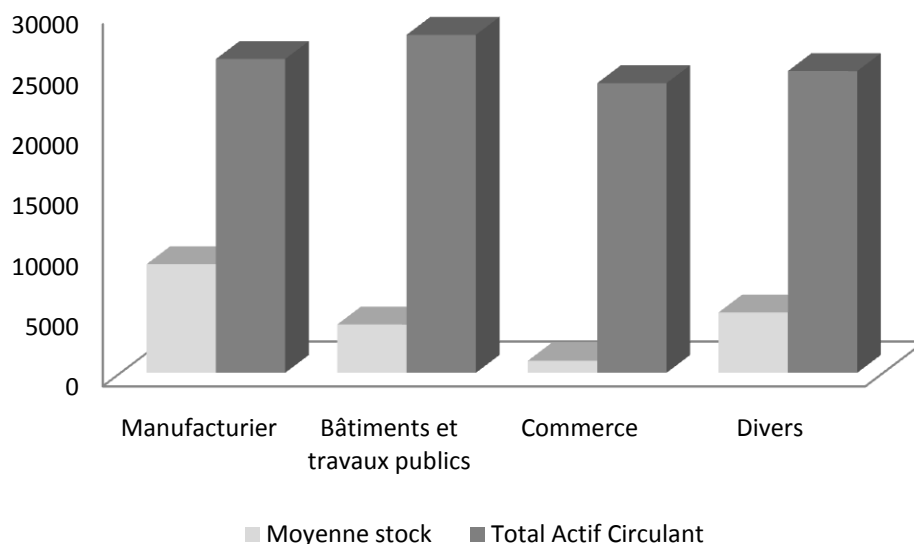
Pour analyser les causes des difficultés auxquelles sont confrontées nos PME au niveau interne, nous allons nous baser sur l'étude réalisée par INFORISK en 2009 sur un échantillon de 120 PME (CA compris entre 3 et 75 millions de dh), réparties sur 4 secteurs d'activités. Cette étude prend comme indicateur des difficultés des PME leurs profils caractérisés par la prédominance de la moyenne de l'actif circulant par rapport à la moyenne de l'actif immobilisé, et le niveau élevé de la moyenne des stocks au niveau de l'actif circulant de ces entités.

Graphique 2 : La moyenne des actifs immobilisés par rapport à la moyenne de l'actif circulant en



Une première caractéristique des PME est la fragilité de son actif immobilisé, quel que soit le secteur d'activité, cette caractéristique qui pourrait être le résultat d'un accès limité au financement dont souffrent les PME.

Graphique 3 : La moyenne des stocks par rapport au total de l'actif circulant



Autre caractéristique des PME marocaines selon la même étude est le niveau élevé des stocks, qui pourrait être le résultat d'une mauvaise gestion de la part de l'entreprise. St-Pierre affirme que même « si pour un bon nombre de PME les stocks constituent l'élément le plus important de l'actif à court terme, leur gestion n'obéit le plus souvent à aucune procédure formelle » (St-Pierre, 1999, p. 47).

2.1.2. Contraintes liées à stratégie et la gestion de l'organisation

En plus de la précarité de leurs structures, les PME confrontent des difficultés d'ordre non financier relatif à la stratégie et la gestion de l'organisation (Ben Jabeur, 2011, p. 113). En fait, à la différence des grandes entreprises dont la définition des rôles des dirigeants et personnels est clairement identifiée, dans la PME « *le dirigeant est à la fois sujet et objet de décision. Il doit gérer à la fois la conception et la mise en œuvre des politiques GRH* » (Fongang, 2014, p. 19),

De ce fait, il en résulte que les dirigeants ne recourent pas dans leur gestion à des cadres compétents et spécialistes pour faire face aux différentes lacunes au niveau de toutes les fonctions de PME (marketing, comptabilité, Finance, approvisionnement, gestion de stock...). Ce qui induit d'une part un souple calcul du risque par ces dirigeants, d'autre part leur prudence exagérée les engage dans des décisions irrationnelles (ABDELLAOUI & HAOUDI, 2010) qui peuvent conduire à des difficultés plus importantes à la différence des grandes entreprises.

Tableau 4. Certains ratios financiers des PME et grandes entreprises marocaines⁸(TILFANI, 2011, p. 6).

⁸ Pour des raisons de simplification des calculs le seuil minimal de chiffre d'affaires adopté est de 1 million de dirhams.

Ratios financiers	LES PME	LES Grandes Entreprises	OBSERVATIONS
le ratio de marge brute (EBE/CA) moyen	9.75%	12.42%	sur un dirham de vente, les PME dépensent 90.25 centimes de coûts directs, alors que les GE ont moins de couts puisqu'elles ne dépensent que 87.58 centimes de coûts directs
marge opérationnelle (résultat d'exploitation/CA)	4.6%	9.02%	La qualité de la gestion globale de l'entreprise du point de vue de l'exploitation est meilleure chez les GE.
ratio d'endettement	20%	30%	Le taux d'endettement est plus élevé chez les grandes Entreprises.

2.1.3. Les contraintes liées à l'insuffisance d'accès aux nouvelles technologies et l'innovation

Dans un contexte marqué par une forte concurrence nationale et internationale, L'un des contraintes actuelles soulevées par les PME est l'insuffisance d'accès aux nouvelles technologies.

Au Maroc un constat « *d'une déconnexion évidente entre les quelques centres de recherche universitaires et les PME, les moyens matériels et humains sont faibles, l'ouverture et la coopération avec des centres étrangers plus développés sont limitées, les centres de recherche privés ou de grandes entreprises demeurent peu nombreux et à portée réduite* » (ECHAFI & SLIK, 2009, p. 17) .

2.2. Les sources des difficultés d'ordre externe

En plus des obstacles intrinsèques, s'ajoutent d'autres obstacles d'ordre externe qui limitent le développement et l'évolution de la PME au Maroc, dont sont cités les problèmes liés au financement et retard de paiement sans oublier les obstacles administratifs, judiciaires et législatifs .

2.2.1 La difficulté de financement

La difficulté d'accès au financement constitue le problème cardinal face au développement et la croissance des PME. Au Maroc, le contexte marqué par un manque de liquidité et une forte concurrence pousse les banques à être trop exigeantes dans l'octroi de crédits aux PME surtout celles qui en demandent lors de leur phase de création ou d'expansion, en plus de la méconnaissance des entrepreneurs et dirigeants de PME de la palette des produits financiers disponibles dans notre pays , et du manque d'adaptation de ces produits financiers aux besoins d'une grande population de PME , et l'existence d'une forte asymétrie d'information entre l'investisseur et la PME et le manque de transparence souvent lié à la fragilité de la structure de cette dernière sont autant de raisons (Rapport du conseil déontologique des valeurs

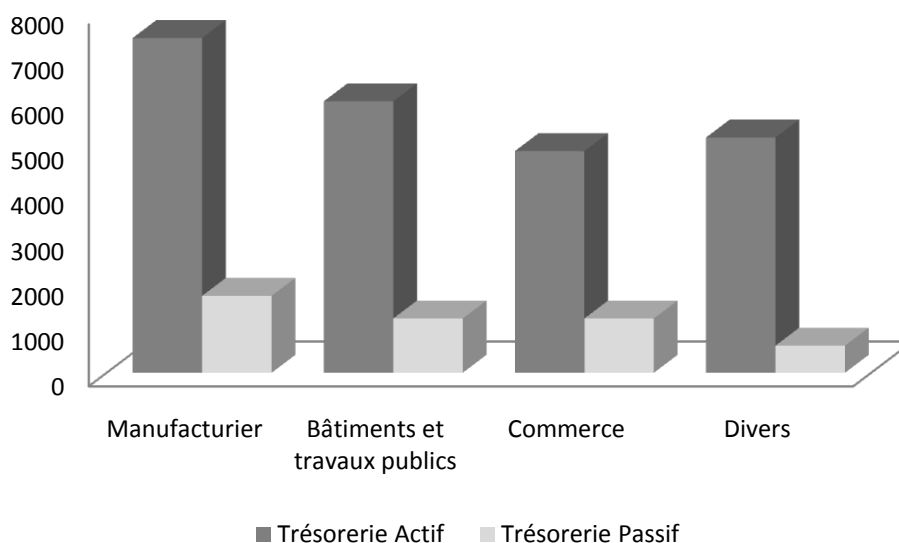
mobilières, 2011) qui expliquent la difficulté d'accès aux financements pour les PME au Maroc.

D'après Bank AL-Maghrib, le taux des crédits accordés aux PME dans le total des prêts aux entreprises est beaucoup plus important que celui des TPME qui est de 36%. Selon la banque mondiale, certains pays dépassent beaucoup le Maroc, pour la Corée du Sud ce taux constitue 70% des prêts aux entreprises dédiés aux PME, suivie par la Chine avec 63%, l'Allemagne avec 50% et la France avec 44%.

2.2.2 Le retard des délais de paiement

Les professionnels du secteur évoquent un problème majeur relatif au retard du délai de paiement qui peut aller jusqu'à une année alors que ce délai est fixé actuellement à 90 jours, comparativement aux pays de l'Europe où seulement 10% des entreprises tardent à payer au-delà de 30 jours. Ce problème majeur peut expliquer l'immobilisation des liquidités et donc l'écart inquiétant entre la trésorerie active et la trésorerie passive (Rapport du conseil déontologique des valeurs mobilières, 2011).

Graphique 4 : L'Écart de trésorerie (Actif VS Passif) en 2009



Le manque de liquidités constitue un risque majeur pour le fonctionnement des PME, ce risque peut être expliqué par le retard des délais de paiement qui est l'origine de défaillance d'un nombre important des PME au Maroc. Amine Diouri responsable des études PME observatoire Inforisk de l'entreprise déclare que, « les retards de paiement sont à l'origine de 25% des faillites d'entreprises. En outre, au-delà de 30 jours de retard de paiement, le risque de défaillances est multiplié par 6. L'entreprise doit en effet trouver de la trésorerie supplémentaire pour financer son exploitation (matières premières, salaires, loyer,

marketing...). Avec le resserrement du crédit bancaire, elles n'ont pas beaucoup d'alternatives de financement en dehors des fonds propres, d'où l'importance des défaillances

2.2.3 Les obstacles d'ordre administratif, judiciaire et législatif

Les obstacles d'ordre administratif, judiciaire

Malgré les efforts déployés par l'Etat afin d'apaiser les lourdeurs administratives et d'encourager les créateurs d'entreprises. Les achoppements les plus communément mentionnés par les entrepreneurs (ECHAFI & SLIK, 2009, p. 20) au cours du processus de création de leur entreprise sont :

- Le manque de transparence des procédures ;
- La complexité des procédures administratives ;
- L'absence d'une coordination entre les départements concernés,
- La difficulté d'identification de l'autorité habilitée à délivrer l'autorisation pour la réalisation ou l'extension d'un projet de PME.

Ainsi, restent encore beaucoup d'efforts à réaliser pour combler ces lacunes surtout au niveau d'accueil et d'encadrement des créateurs d'entreprises.

Les obstacles d'ordre législatif

Dans cette catégorie d'obstacles, on y distingue plusieurs composantes :

- ***Le droit des sociétés***

Le droit des sociétés prescrit les sanctions pénales concernant les formalités à remplir lors de la constitution, fonctionnement et dissolution de la société.

Cependant, aucune particularité n'est accordée à la PME en ce qui concerne la législation régissant le droit des sociétés et les règles qui organisent les rapports de travail au sein de l'entreprise, malgré cela il faut signaler que la SARL est la forme juridique la plus adaptée aux PME du fait de son avantage relatif à limitation de la responsabilité des associés à leurs apports du capital.

- ***Le code des douanes***

Malgré les améliorations faites au niveau des formalités douanières au profit des importations et exportations, certaines marchandises importées rencontrent des soucis d'évaluation, de classification des produits et de la préparation des formulaires par les services douaniers.

- ***La législation sociale***

Les dispositions conclues dans le droit du travail ne correspondent pas aux capacités matérielles de la PME (ECHAFI & SLIK, 2009, p. 20) « c'est le cas de la représentation du personnel au sein de l'entreprise, du mode de règlement des conflits collectifs, de la flexibilité dans les horaires du travail, de la couverture sociale des salariés ».

- ***La législation comptable et fiscale***

La majorité des chefs d'entreprises considère que le plan comptable est complexe pour les PME, ainsi que les obligations de production d'informations financières.

La complexité du système fiscal marocain à travers la panoplie des documents à remplir et les pièces à joindre mène le plus souvent les chefs d'entreprises à recourir aux services des cabinets de conseils et aux fiduciaires ce qui coûte l'entreprise plus de dépenses, engendre l'évasion fiscale et donc de grosses pertes au niveau des recettes fiscales de l'Etat. Ainsi, selon le rapport du Conseil Economique et Social concernant le système fiscal marocain seulement 2% des entreprises qui contribuent à la hauteur de 80% pour l'impôt sur la société au Maroc.

CONCLUSION

En définitive, nous pouvons expliquer le nombre flagrant de défaillances des PME Marocaines chaque année par le nombre important des difficultés dont souffrent ces entités. Le niveau élevé de stock et le retard des paiements créent le besoin en fonds de roulement à cause d'immobilisation des liquidités, ce qui pousse ces entreprises à déclarer un besoin très important de financement pour survivre et faire face au risque de la défaillance. Cependant, certaines d'entre elles arrivent rarement à se financer pour cause de la fragilité de leurs structures et une sous-capitalisation presque généralisée.

Les professionnels du secteur déclarent que le financement se trouve en tête des difficultés dont souffrent les PME en y ajoutant d'autres contraintes telles que le manque lié à la compétence et à l'utilisation de la nouvelle technologie, les problèmes d'accès au foncier professionnel et l'accès difficile au marché Public pour les PME sans oublier la lourdeur administrative.

Dans ce sens, il faut aider les PME à améliorer leur participation à la création de la valeur ajoutée à travers l'amélioration de l'accès au financement externe en cherchant l'ouverture de nouvelles options de financement comme indiqué par les experts du cabinet Euler Hermes (Les ECO PME, 2013, p. 22). Néanmoins, il s'agit pas d'améliorer seulement le financement, mais chercher à accompagner ces PME pour qu'elles puissent tirer le meilleur de ce financement.

En conclusion, cet article contribue à la compréhension des facteurs explicatifs de défaillances des PME au Maroc. Cependant, comme toute contribution qui se veut scientifique, notre travail souffre de certaines limites dont nous citons l'absence de quelques informations suite à la faiblesse du dispositif statistique actuel sur ce sujet, en plus de la difficulté d'avoir des chiffres qui se concordent puisque nous sommes souvent sur des estimations. Ainsi, pour améliorer ce travail plusieurs nouvelles voies de recherches futures sur ce sujet peuvent être réalisées, nous proposons une enquête afin de prouver empiriquement les causes de difficultés des PME au Maroc, également nous pouvons élargir et approfondir la question de la défaillance en nous limitant à une taille donnée, à une forme juridique spécifique ou encore à un secteur particulier souffrant d'un nombre important de défaillances.

Références

- ABDELLAOUI, M., & HAOUDI, A. (2010). Outils de financement et contraintes de développement des PME au Maroc. *Université de Fès, Maroc*.
- ABDELMALEK, F. Z. (2012). *La place de la finance islamique dans le financement des petites et moyennes entreprises en Algérie* (mémoire de magistère). Université Abou-Bakr BELKAID –Tlemcen.
- Ben Jabeur, S. (2011). *Statut de la faillite en théorie financière: approches théoriques et validations empiriques dans le contexte français*. Université de Toulon et du Var.
- Direction de la politique économique générale. (2000). *Les PME au Maroc Éclairage et Propositions* (No. Document de Travail N° : 50).
- ECHAFI, M., & SLIK, S. (2009). *Le Financement des PME: Etude empirique sur les PME marocaines* (Mémoire de fin d'études) (p. 115). TANGER: Institut Supérieur International du Tourisme.
- Fongang, D. (2014). *La PME en Afrique: Essai d'une définition commune*. Editions L'Harmattan.
- Kherrazi, S., & Ahsina, K. (2016). Défaillance et politique d'entreprises: modélisation financière déployée sous un modèle logistique appliqué aux PME marocaines. *La Revue Gestion et Organisation*, 8(1), 53–64.
- La vie éco. (2016, février 15). Les vraies raisons du ralentissement du crédit bancaire – Lavieeco. Consulté 10 janvier 2017, à l'adresse <http://lavieeco.com/news/votre-argent/les-vraies-raisons-du-ralentissement-du-credit-bancaire.html>
- le360.ma. (2016, juin 5). 6.400 faillites d'entreprises attendues pour 2016 | www.le360.ma. Consulté 16 décembre 2016, à l'adresse <http://fr.le360.ma/economie/6400-faillites-dentreprises-attendues-pour-2016-71135>

L'économiste. (2016, août 1). Délais de paiement: La loi inefficace | L'Economiste. Consulté 15 décembre 2016, à l'adresse <http://www.leconomiste.com/article/982741-delaiss-de-paiement-la-loi-inefficace>

Rapport du conseil déontologique des valeurs mobilières. (2011). *Le Financement des PME au Maroc Mai 2011 - Recherche Google* (p. 45).

St-Pierre, J. (1999). *La Gestion Financière des Pme: Théories et Pratiques*. PUQ.

TILFANI, O. (2011). *Eclairage sur la situation des PME au Maroc* (p. 8).

Torrès, O. (1999). *Les PME*. Flammarion Paris.